



Inventaire des prestations sociales sous condition de ressources

L'essentiel en bref

1 Introduction et buts

Les prestations sociales sous condition de ressources constituent un élément important de la politique sociale suisse. Elles interagissent étroitement avec d'autres systèmes de prestations de la sécurité sociale. Les changements économiques et sociaux ainsi que l'augmentation des dépenses consacrées à la sécurité sociale rendent nécessaire l'adoption de nouvelles mesures, si l'on veut répondre aux exigences d'une politique sociale moderne.

La Confédération, les cantons et les communes doivent pouvoir fonder leurs décisions politiques et les mesures d'exécution en matière de sécurité sociale en se basant sur des données fiables, d'où l'importance des statistiques réalisées dans ce domaine par l'Office fédéral de la statistique (OFS) qui visent à combler les lacunes relevées. Ces statistiques fournissent au niveau suisse des données, des analyses et des rapports sur les prestations sociales sous condition de ressources proposées dans chaque canton, la diversité des bases légales cantonales relatives aux prestations sous condition de ressources ayant conduit à une multitude de systèmes de prestations.

L'inventaire des prestations sociales sous condition de ressources remplit plusieurs fonctions :

1. C'est une précieuse source d'information et une référence pour la statistique des bénéficiaires de l'aide sociale et pour la statistique financière.
2. C'est une base d'information pour les milieux intéressés et un instrument important pour la recherche sociale et économique dans le domaine de la sécurité sociale en Suisse.

2 Les prestations sociales sous condition de ressources

L'inventaire des prestations sociales sous condition de ressources se présente sous la forme d'un catalogue de prestations qui catégorise et définit les prestations. Plusieurs critères déterminent l'entrée d'une prestation dans l'inventaire: celle-ci doit être allouée sous condition de ressources, directement, en espèce et doit être régie par la législation cantonale. Ces critères sont détaillés dans le chapitre suivant.

Cas limites: certaines prestations ne satisfont pas ces critères de manière catégorique. Ainsi, dans le cas des aides au logement, certaines prestations ne sont allouées que si la personne vit dans un logement subventionné dans le cadre d'une aide à l'objet. Il ne s'agit donc plus ici d'une prestation individuelle à proprement parler mais d'une combinaison entre une aide à l'objet et une aide à la personne. L'intégration ou l'exclusion d'une telle prestation dépend donc de la situation et du point de vue adopté. Ces cas limites sont aussi relevés dans le cadre de l'inventaire mais ils sont accompagnés de notes explicatives: cela permet de les distinguer des autres prestations.

Les prestations sociales sous condition de ressources se répartissent entre les catégories suivantes:

1. **Prestations garantissant l'accès aux prestations publiques de base:** bourses d'études, aides aux victimes d'infractions, assistance judiciaire, subsides pour le paiement des cotisations aux assurances sociales, réduction/paiement des primes de l'assurance-maladie obligatoire. Ces prestations sociales sont inscrites dans la législation fédérale et existent dans tous les cantons.
2. **Prestations accordées lorsque les prestations des assurances sociales se révèlent insuffisantes ou ont été épuisées:** certaines prestations sociales sous condition de ressources sont octroyées lorsque les assurances sociales ne sont pas suffisantes. Des allocations de maternité, de naissance et des allocations familiales sont ainsi versées en complément des allocations pour enfants. D'autres prestations viennent en outre compléter l'assurance-vieillesse et survivants et l'assurance-invalidité (AVS/AI), les prestations complémentaires versées à ces dernières, l'assurance chômage et l'assurance-maladie. Elles font l'objet d'une réglementation essentiellement cantonale.
3. **Prestations allouées en complément à une protection privée insuffisante:** lorsqu'elles ne disposent pas d'économies et que le membre de la famille concerné ne satisfait pas à son obligation d'entretien, les personnes dans le besoin peuvent toucher des avances sur pensions alimentaires ou des allocations individuelles de logement. Ces prestations sont elles aussi réglementées principalement au niveau cantonal.
4. **Prestations allouées dans le cadre de l'aide sociale publique (aide sociale en tant que système de dernier recours):** l'aide sociale est accordée lorsque les cantons ne proposent pas de prestations sous condition de ressources, ou seulement de façon partielle. Dans certains cantons, des prestations sous condition de ressources spécifiques sont allouées dans le cadre de l'aide sociale (p. ex. allocations individuelles au séjour en établissement ou prise en charge des frais d'enterrement), alors qu'elles font partie de la palette des prestations d'autres cantons.

A la différence des assurances sociales, qui sont réglementées au niveau fédéral, les prestations sociales sous condition de ressources sont de la compétence des cantons et des communes. De manière générale, leur octroi incombe aux services sociaux des communes ou des régions. Il existe de grandes différences entre les cantons, aussi bien quant à la palette des prestations (type de prestations et nombre de prestations) que du point de vue de l'organisation et de la structure de celles-ci. Chaque canton dispose de ses propres bases légales, dans lesquelles sont définis entre autres les différents seuils et conditions donnant droit à des prestations.

3 Définition de l'inventaire

L'inventaire des prestations sociales sous condition de ressources relève les prestations sociales (1) cantonales, (2) directes (octroyées à des personnes) et (3) matérielles (4) allouées sous condition de ressources.

Explications :

- (1) **Prestations sociales cantonales:** sont relevées les prestations qui se fondent sur la *législation cantonale*. L'élément déterminant est uniquement le niveau auquel la prestation est réglementée et non l'agent financeur ou l'exécution. Ainsi, les prestations qui sont intégralement financées et mises en œuvre au niveau communal sont aussi prises en considération si elles sont régies par une législation cantonale.

Certaines communes proposent leurs propres prestations sous condition de ressources, qui s'appuient sur des réglementations communales. Ces prestations n'apparaissent pas dans l'inventaire.

Les prestations qui s'appuient sur une base légale cantonale mais qui sont mises en place uniquement si les communes le décident (c'est le cas pour certaines aides au logement) sont considérées comme des prestations communales et, par conséquent, ne sont pas relevées dans l'inventaire.

- (2) **Prestations sociales directes (aides à la personne):** le critère déterminant pour qu'une prestation soit prise en compte est qu'un dossier individuel soit tenu pour la personne assistée: le fait que la prestation aille directement à la personne concernée ou par exemple, dans le cas des aides au logement, soit versée au propriétaire ne joue aucun rôle. De telles prestations sont également appelées aides à la personne.

Dans plusieurs cantons, les prestations sociales sous condition de ressources sont remplacées par des *aides à l'objet* (prestations en nature, contributions de l'Etat aux frais d'exploitation des institutions, subventions de l'Etat pour des investissements dans l'infrastructure sociale ou dans la construction de logements) qui ne font pas partie de l'inventaire. C'est ainsi que des cantons et des communes participent aux frais de séjour de certains pensionnaires de homes pour personnes âgées en contribuant aux frais d'exploitation de ces derniers. Cette mesure permet de soulager le budget de ces personnes et de limiter ainsi les dépenses directes pour des prestations sous condition de ressources.

Font également partie des prestations indirectes les mesures de prévention, les tâches de coordination, l'information et la recherche en général, de même que les prestations de l'aide sociale qui ne sont pas destinées à des cas individuels. Toutes ces mesures sont en principe exclues de l'inventaire.

- (3) **Prestations sociales matérielles (en espèces):** il s'agit de prestations financières. Lorsqu'une prestation comporte également des éléments non matériels (p. ex. conseils en matière d'aide sociale), seules les prestations en espèces sont relevées.

Les prestations non matérielles (non pécuniaires), c'est-à-dire qui se présentent sous la forme d'aides en nature et de mesures de soutien personnelles (conseils p. ex.) ne sont pas considérées. Mais dans la pratique, ces divers aspects sont souvent étroitement liés, du fait que la plupart des prestations sous condition de ressources combinent une aide matérielle en espèces à une aide non matérielle sous forme de conseils ou de soutien.

- (4) **Des prestations sociales allouées sous condition de ressources:** elles ne sont allouées que s'il est avéré que le requérant a personnellement besoin de ressources financières. Ces prestations sont octroyées sur la base d'une évaluation individuelle des besoins. Ne font pas partie des prestations sous condition de ressources les prestations dont l'octroi est garanti indépendamment de la situation personnelle (toutes les prestations des assurances sociales).

4 Méthode de relevé

L'inventaire des prestations sociales sous condition de ressources est actualisé chaque année à l'OFS. La saisie annuelle se fait en plusieurs étapes :

1. Récolte des informations: l'OFS vérifie si les prestations ont été modifiées d'une année à l'autre en examinant les modifications dans les bases légales cantonales. Il se renseigne également sur les éventuelles suppressions de prestations ou sur l'introduction de nouvelles prestations dans chaque canton.

2. Saisie du texte: les prestations et les modifications des bases légales sont introduites sur la plate-forme web de récolte et de publication de l'inventaire.

Les informations sur chaque prestation sont extraites telles quelles des bases légales puis classées dans des **rubriques** uniformes, formant ainsi une fiche. La référence est inscrite à la fin de chaque extrait (article de loi).

Chaque fiche de prestation est organisée de la manière suivante (rubriques) :

1. Définition de la prestation
- 2, 3. Bases légales fédérale et cantonale
- 4.01. Ayants droits
- 4.02. Exceptions légales parmi les ayants droit
- 4.03, 4.05, 4.09, 4.10. Critères de domicile, de nationalité, d'âge et groupes spéciaux
- 4.11. Autres critères
- 4.12. Détermination du seuil d'attribution
- 4.13. Dispositions spéciales pour les critères d'octroi
- 5.01. Définition du revenu et de la fortune déterminants
- 5.02. Prise en compte des revenus et fortunes d'autres membres
- 6.01. Nature de la prestation
- 6.02. Mode de calcul de la prestation
- 6.03. Montants alloués
- 6.04. Seuil minimal/maximal
- 6.06. Limitation dans le temps
- 6.07. Remboursement
- 6.08. Liens avec des obligations/instructions
- 6.09. Dispositions spéciales pour les prestations
7. Adaptation au renchérissement
8. Répartition du financement entre les cantons et les communes
9. Particularités
10. Adresse de contact

Les modifications des bases légales pour chaque prestation sont classées par loi et par date de modification). Elles sont synthétisées de manière à ce que les changements significatifs soient rapidement perçus. Seuls les passages législatifs inscrits dans l'inventaire sont détaillés. Ainsi, lorsqu'une base légale contient des informations sur plusieurs prestations, on ne détaille que les modifications concernant directement la prestation considérée. De même, les modifications concernant des thèmes hors rubrique, comme par exemple l'organisation, la procédure ou les sanctions sont laissés de côté.

3. Consultation: les prestations et les modifications des bases légales sont soumises aux places cantonales responsables, par l'intermédiaire de la plate-forme.

4. Publication: les prestations sont publiées sur la plate-forme, sur Internet.

Inventaire des prestations sociales sous condition de ressources: l'essentiel en bref

La communication entre l'OFS et les places cantonales responsables s'effectuent par e-mail. Les personnes de contact reçoivent un compte personnel pour accéder à la plate-forme web¹ et peuvent ainsi examiner les textes concernant les prestations dont elles sont responsables.

Organisation:

Conception, responsabilité du projet et personne de contact pour l'inventaire :

Office fédéral de la statistique (OFS), section analyses sociales (SOZAN), Neuchâtel ;

Madame Regula Schlanser, tél. 032 713 63 93, e-mail sozinventar@bfs.admin.ch

¹ L'accès au compte est individuel. Il se fait par année, par canton et par prestation.

5 Catalogue des prestations

L'inventaire 2013 rassemble les prestations sociales sous condition de ressources suivantes. Pour différentes raisons, certaines prestations ne sont pas détaillées dans l'inventaire (cf. colonne « Détaillées »).

	Prestations et sous-prestations	Détaillées	Cantons concernés
1	Prestations sociales sous condition de ressources garantissant l'accès aux prestations publiques de base		
1.1	Bourses d'études	non	tous
1.2	Réduction/prise en charge des primes d'assurance-maladie obligatoire	non	tous
1.3	Aide aux victimes d'infraction (indemnisation)	non	tous
1.4	Assistance juridique/judiciaire (gratuite)	non	tous
1.5	Subsides pour le paiement des cotisations aux assurances sociales (AVS/AI/APG)	non	tous
2	Prestations sociales sous condition de ressources en complément des assurances sociales		
2.1	Prestations complémentaires à l'AVS/AI (PC)	non	tous
2.2	Aides cantonales supplémentaires aux prestations complémentaires à l'AVS/AI et autres aides pour les frais de soins et pour les séjours en établissement (Agrégation des sous-prestations suivantes)	oui	ZH, BE, NW, ZG, FR, BS, BL, SG, TI, VD, NE, GE
2.2.0	<i>Kantonale Beihilfen zu den Ergänzungsleistungen zur AHV/IV, zur häuslichen Pflege, Therapie und Heimunterbringung</i>	oui	NW
2.2.1	<i>Kantonale Beihilfen zu den Ergänzungsleistungen zur AHV/IV</i>	oui	ZH, BS
2.2.2	<i>Allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste</i>	oui	BE
2.2.3	<i>Allocations cantonales complémentaires à l'AVS/AI</i>	oui	ZG, GE
2.2.4	<i>Frais d'accompagnement des personnes en établissement médico-social</i>	oui	FR
2.2.5	<i>Aide et soins à domicile</i>	oui	FR
2.2.6	<i>Beiträge der Gemeinden an die Pensions- und Betreuungskosten</i>	oui	BL
2.2.7	<i>Aufenthalts- und Betreuungskostenbeiträge an behinderte Menschen</i>	oui	BL
2.2.8	<i>Ausserordentliche Ergänzungsleistungen zur AHV/IV</i>	oui	SG
2.2.9	<i>Prestazioni cantonali per il mantenimento a domicilio di persone anziane o invalide non autosufficienti</i>	oui	TI
2.2.10	<i>Mesures d'aide et d'intégration pour personnes handicapées</i>	oui	VD
2.2.11	<i>Aide aux personnes recourant à l'action médico-sociale</i>	oui	VD
2.2.13	<i>Réduction des prix de pension pour personnes invalides</i>	oui	NE
2.4	Aide aux chômeurs	oui	UR, ZG, BS, SH, TI, NE, JU
2.4.1	Rente-pont	oui	VD

Inventaire des prestations sociales sous condition de ressources: l'essentiel en bref

	Prestations et sous-prestations	Détaillées	Cantons concernés
2.5	Aides familiales (Agrégation des sous-prestations suivantes)	oui	ZH, LU, OW, GL, ZG, FR, SO, BS, SH, SG, GR, AG, TI, VD, VS, GE, JU
2.5.1	<i>Kleinkinderbetreuungsbeiträge</i>	oui	ZH
2.5.2	<i>Mutterschaftsbeihilfe</i>	oui	LU
2.5.3	<i>Erwerbsersatzleistungen für einkommensschwache Eltern</i>	oui	GL
2.5.4	<i>Allocations de maternité</i>	oui	ZG, FR, SG, GR, VD
2.5.5	<i>Allocations familiales</i>	oui	GE
2.5.6	<i>Beiträge an die Betreuung in der Familie</i>	oui	BS
2.5.7	<i>Erwerbsersatzleistungen an alleinerziehende Elternteile/Familienzulagen für Nichterwerbstätige</i>	oui	SH
2.5.8	<i>Elternschaftsbeihilfe</i>	oui	AG
2.5.9	<i>Assegno integrativo</i>	oui	TI
2.5.10	<i>Assegno di prima infanzia</i>	oui	TI
2.5.11	<i>Allocations en faveur des familles s'occupant d'un mineur handicapé à domicile</i>	oui	VD
2.5.12	<i>Fonds cantonal pour familles</i>	oui	VS, VD
2.5.13	<i>Aide au financement des soins dentaires</i>	oui	JU
2.5.14	<i>Beiträge an die familienergänzende Kinderbetreuung</i>	oui	OW, GR
2.5.15	<i>Rimborso spesi di collocamento in asili nido o famiglie diurne</i>	oui	TI
2.5.16	<i>Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien</i>	oui	SO
2.5.17	<i>Prestations complémentaires pour familles</i>	oui	VD, GE
3	Prestations sociales sous condition de ressources en complément d'une protection privée insuffisante		
3.1	Avances sur pensions alimentaires	oui	tous (BE, TI pas sous condition de ressources)
3.2	Aides au logement (Agrégation des sous-prestations suivantes)	oui	BE, UR, SZ, ZG, BS, BL, AI, SG, TI, VS, GE, JU
3.2.0	<i>Aides au logement</i>	oui	BE, UR, SZ, ZG, AI, SG, TI, VS, JU
3.2.1	<i>Mietzinsbeiträge nach Mietbeitragsgesetz (MBG)</i>	oui	BS
3.2.3	<i>Kantonale Zusatzverbilligung</i>	oui	BL
3.2.4	<i>Allocation de logement</i>	oui	GE
3.2.5	<i>Subvention personnalisée</i>	oui	GE
3.3	Aide aux mineurs	oui	BL, TI, VD
4	Prestations sociales sous condition de ressources allouées dans le cadre de l'aide sociale publique		
4.1	Aide sociale	oui	tous
4.2	Aide sociale dans le domaine de l'asile et des réfugiés (Agrégation des sous-prestations suivantes)	non	tous
4.2.1	<i>Aide sociale dans le domaine de l'asile</i>	non	tous
4.2.2	<i>Aide sociale dans le domaine des réfugiés</i>	non	tous
4.2.3	<i>Aide d'urgence</i>	non	tous

6 Catalogue de questions pour l'inventaire: Actualisation 2013

Veuillez répondre aux questions suivantes pour chaque prestation dont vous êtes responsable:

1. L'inventaire rassemble les bases légales concernant la prestation et classe les informations qu'elles contiennent dans des rubriques uniformes.

La description de la prestation dans son état au 1^{er} janvier 2013 est-elle complète et correcte?

Vous trouverez l'inventaire sur Internet. Pour vous aider dans votre démarche, vous pouvez consulter le [Manuel d'utilisation](#).

Si vous êtes d'accord avec notre description de la prestation, vous pouvez directement nous en faire part sur Internet (cf. manuel d'utilisation au chapitre 3.1); si vous n'êtes pas d'accord, veuillez nous envoyer vos corrections à l'adresse : sozinventar@bfs.admin.ch.

2. L'inventaire répertorie également toutes les modifications des bases légales sur lesquelles s'appuient les prestations. Par „modifications“ on entend l'abrogation, l'adoption et la révision de lois, d'ordonnances, etc. Les changements sont détaillés lorsqu'ils sont significatifs pour l'inventaire.

Les modifications législatives entre le 2 janvier 2012 et le 1er janvier 2013 concernant la prestation sont-elles complètes et correctes? Veuillez vous référer aux dates d'entrée en vigueur, non pas aux dates d'adoption.

Pour accéder aux modifications veuillez consulter le chapitre 3.2 du manuel d'utilisation. Ici également, si vous êtes d'accord avec notre description de la prestation, vous pouvez directement nous en faire part sur Internet. Si vous n'êtes pas d'accord, veuillez nous envoyer vos corrections à l'adresse: sozinventar@bfs.admin.ch

Veuillez répondre aux questions suivantes par e-mail à sozinventar@bfs.admin.ch:

3. **Des prestations sociales sous condition de ressources ont-elles été créées entre le 2 janvier 2012 et le 1^{er} janvier 2013?**

Veuillez nous communiquer, pour chaque nouvelle prestation:

- a. Les bases légales
- b. La date d'entrée en vigueur
- c. La personne responsable (nom, fonction, tél., e-mail)

4. **De nouvelles prestations sociales sous condition de ressources sont-elles en cours d'élaboration?**

Contact: sozinventar@bfs.admin.ch

Un grand merci pour votre précieuse collaboration!

7 Liens et autres informations

Plate-forme web: Inventaire des prestations sociales sous condition de ressources:

<http://www.sozinventar.bfs.admin.ch?lang=fr>

Manuel pour l'utilisation de la plate-forme web de l'OFS pour la saisie et la publication des données:

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/22/lexi.Document>

Informations générales de l'OFS sur la statistique de l'aide sociale:

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/03.html>

Publications:

OFS 2010: Statistique financière des prestations sociales cantonales sous condition de ressources:

Résultats 2003-2006. Actualités OFS, Neuchâtel

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=3860>

OFS 2007: Les prestations sociales sous condition de ressources allouées dans les cantons suisses en 2007. Inventaire au 01.01.2007, Neuchâtel.

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=2954>

OFS 2006: Les prestations sociales sous condition de ressources en Suisse – Aperçu des prestations cantonales 2002. info:social 12, Neuchâtel.

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=2157>

OFS 2005: Gesamtschau der bedarfsabhängigen Sozialleistungen in der Schweiz. Überblick über die kantonalen Bedarfsleistungen 2002. Neuchâtel (seulement en allemand).

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/22/publ.html?publicationID=2039>

OFS 1999: Aide sociale – un pilier de la sécurité sociale? Un aperçu des prestations sociales liées au besoin allouées en Suisse. info:social 1, Neuchâtel.

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/22/publ.html?publicationID=875>